



QUART MONDE ET DROIT A LA CULTURE

Conférence du père Joseph Wresinski dans le cadre des "Cours publics" organisés par le Mouvement, à Paris, le 14 novembre 1970.

Réflexion liminaire : le manque de culture est une souffrance morale

Nous entendrons par culture cette configuration de modes de pensée et de vie, de savoir et de techniques vécus ensemble et que des hommes s'organisent pour défendre et pour transmettre ensemble à la postérité.

La société est l'organisation qui en découle. Elle est à la fois une expression de la culture et un moyen d'en assurer la pérennité. Elle la reflète, l'incarne et, sur certains points, la fige.

Il n'existe pas de société dont les membres participeraient tous également à la culture comme à son évolution. Les uns et les autres y prennent part selon des modes et des degrés différents. L'inégalité de leur participation aux grands courants de pensée, à l'expression artistique et au savoir rend compte d'une inégalité plus générale qui règle les relations entre citoyens. Cette inégalité, à son tour, reflète certaines conceptions de l'homme et de ses relations avec autrui, qui font partie de la culture.

Dans la société française, l'inégalité entre citoyens demeure remarquable. Si certains ont l'embarras du choix quand il s'agit d'acquérir un savoir ou de goûter aux fruits de l'expression artistique, d'autres ne sont pas alphabétisés par l'école primaire, ne savent pas ce qu'est un musée et demeurent totalement ignorants de la pensée politique de leur temps.

La culture, nous dit-on, c'est le confort intellectuel. C'est aussi, nous semble-t-il, le confort moral, puisque la culture nous permet de nous expliquer le monde, la vie et, en particulier, les malheurs et les peines qui nous arrivent. Dans la mesure où elle n'explique jamais tout, elle nous offre pour le moins de vastes moyens d'évasion, lorsque les questions qui se posent à nous deviennent trop inquiétantes. Certains ont à subir un inconfort matériel, intellectuel et social démesuré, impliquant une souffrance morale d'autant plus poignante que les victimes, privées de culture, sont incapables de s'expliquer pourquoi elles en sont frappées plus que tous les autres citoyens. Il ne leur reste qu'à accepter l'opinion générale, qu'elles sont victimes parce qu'indignes de conditions meilleures. Et à cette indignité-là, il n'y a pas à échapper. Ainsi, des centaines de milliers d'hommes et de femmes vivent leur condition d'infériorité comme un déshonneur et une honte, dans une douleur muette et sans répit, dont ils ne peuvent prendre aucun recul par la pensée.

Ne serait-il pas temps que nous nous expliquions sur cette inégalité déconcertante et que nous pensions à la faire disparaître ? Faute d'un effort sincère et lucide en ce sens, nous ne pourrions continuer à prétendre préparer l'avènement d'une société plus juste, car plus participante.

I - LA SOCIETE INEGALITAIRE

Il existe des privations dans toutes les couches sociales qui se superposent dans la nation. A tous les niveaux sociaux, l'on peut rencontrer des manques et, par conséquent, des inégalités, (ou des formes de pauvreté) plus ou moins graves, plus ou moins durables :

- d'instruction, de savoir
- de travail faisant appel aux facultés créatrices de l'homme
- de revenus professionnels et sociaux
- de santé physique et mentale
- de relations familiales et sociales
- d'appartenance et de pouvoir syndicaux et politiques - de prestige social.

Nous savons, cependant, que plus on se trouve bas placé sur l'échelle sociale, plus ces manques :

- s'accroissent
- s'accumulent dans la vie d'une même personne, famille ou couche de population,
- deviennent chroniques.

Malgré des efforts considérables de démocratisation de l'école et des moyens de santé, malgré la mise en place de politiques des revenus, de systèmes toujours plus complexes de fiscalité et de transferts sociaux, le fait demeure que les niveaux de vie entre couches de population ne se nivellent plus depuis longtemps, et que la mobilité d'une couche à l'autre reste faible et diminue à mesure que l'on descend l'échelle sociale.

D'une manière générale, l'argent continue à attirer l'argent, le savoir plus de savoir, l'instruction rehausse la santé, le niveau professionnel détermine un prestige et un pouvoir correspondants. Sans nier les exceptions à cette règle, il faut convenir qu'elles sont généralement limitées dans le temps et s'appliquent à des catégories de population relativement peu nombreuses. La stratification sociale, elle, demeure foncièrement la même, et si les conditions de vie changent à tous les niveaux, les cloisons entre classes ou couches de population demeurent relativement étanches. Les chances restent inégales et les citoyens continuent à partager les biens de la nation dans une très large mesure selon leur avoir, leur savoir et leur pouvoir.

II - QUART MONDE : PEUPLE FRAPPE DE TOUTES LES INEGALITES

1. Citoyens au pied de l'échelle sociale

Rien d'étonnant donc à ce que, tout au bas de l'échelle sociale, les privations s'étendent pratiquement à tous les domaines de la vie et à tous les ressortissants d'une même couche de population. C'est là que se situe la population sous-prolétarienne, peuple du Quart Monde qui se caractérise par son faible niveau :

- d'instruction : ses enfants sont les laissés-pour-compte même de l'école maternelle et primaire ;

- de qualifications professionnelles et d'aptitudes au travail : main-d'œuvre généralement non ou peu qualifiée, elle manque souvent en plus des aptitudes les plus élémentaires telle la force physique, l'habileté manuelle et gestuelle, la motivation au travail ;

- d'occupations professionnelles : celles-ci se situent dans les zones périphériques les plus obscures du marché du travail et sont marginales par rapport à l'économie d'une société industrielle moderne (entreprises vétustes, tâches auxiliaires les plus humbles en usine ou dans le secteur tertiaire, travaux saisonniers, occupations indépendantes au caractère d'expédients pour survivre). Beaucoup de ces occupations disparaîtraient ou pourraient être mécanisées, si cette main-d'œuvre venait à manquer ;

- de santé : elle est soumise aux conditions les plus pénibles sur le plan du corps comme du moral. Les institutions médicales lui sont moins accessibles qu'à tous les autres citoyens ;

- de revenus professionnels et sociaux : ses revenus professionnels sont les plus bas et les plus irréguliers de France. Beaucoup ne profitent pas ou pas régulièrement des bienfaits de la Sécurité Sociale ni même des Allocations Familiales, leur situation professionnelle demeurant en deçà des exigences posées. Circonstance d'autant plus grave que les ménages pauvres paient bien des nécessités de vie plus chères que les ménages plus aisés ;

- de relations humaines : les conditions de vie insuffisantes freinent le développement des personnes, de leurs moyens de se situer par rapport aux êtres, aux choses et aux événements et de communiquer avec autrui ;

- de prestige social, comme de pouvoir syndical et politique : ils sont généralement peu ou même mal considérés par leur environnement ; les intérêts de ces travailleurs les plus démunis ne prennent pas une place particulière ni dans les programmes des grandes centrales syndicales, ni dans ceux des partis politiques. Les associations familiales ne défendent pas leur cause.

C'est à ce niveau d'existence le plus bas que les privations de toutes sortes s'engendrent et se renforcent mutuellement, dans un cercle vicieux dont les citoyens ne peuvent pas se libérer, à moins qu'un changement profond ne s'opère dans les structures sociales du pays. Faute d'un tel changement, le Quart Monde continue à sous-tendre l'ensemble de la société urbaine et rurale contemporaine.

2. Qui sont-ils ?

La masse de la population du Quart Monde - nous l'avons indiqué - nous vient des générations passées. Elle formait la partie la plus démunie de la population laborieuse du début du siècle, celle qui n'a pas pu participer à la montée de la classe ouvrière. Demeurée en arrière, ses conditions ont peu changé.

Retombent aussi parfois au niveau le plus bas, des foyers de travailleurs intégrés demeurés très vulnérables (foyers de manœuvres industriels ou agricoles, petits commerçants ou artisans...). Il suffit parfois d'une régression économique, d'un chômage ou d'une maladie prolongés, pour retrouver la pauvreté intégrale, quand le bagage matériel, le savoir et les relations sociales sont demeurés très modestes.

C'est actuellement le cas, par exemple, de bon nombre de familles batelières, revenues à terre et qui se sédentarisent au niveau le plus bas, dans certains ports fluviaux. Un sort similaire est réservé à une importante partie des populations d'origine nomade : Tziganes (Manouches, Roms, Gitans) et Yénishs. Ne trouvant plus de quoi survivre sur la route, elles se sédentarisent dans les bidonvilles ou cités d'urgence, grossissant ainsi les rangs des familles sous-prolétariennes.

Finalement, comme le pied de l'échelle sociale est demeuré placé très bas en France, des populations venant d'ailleurs peuvent s'y installer également. C'est ce qui arrive à certains travailleurs étrangers et leurs familles qui ont échoué en bidonvilles ou dans les zones urbaines les plus dégradées. S'ils sont généralement moins handicapés que les travailleurs français les plus démunis, les problèmes des uns et des autres se rejoignent pourtant sur bien des points.

Les réflexions qui suivent concernent avant tout la population sous-prolétarienne française. Les lignes d'action proposées valent cependant pour l'ensemble des populations du Quart Monde.

3. Comment connaître leur nombre ?

La population sous-prolétarienne n'a jamais été recensée. Le fait est sans doute significatif du faible intérêt porté à cette partie de la nation.

Un effort partiel a été fait de dénombrer les travailleurs étrangers au niveau le plus bas, en faisant le compte tout au moins de ceux qui habitent les bidonvilles : 75.346 personnes en 1969 ¹. Ont également été recensées, vaille que vaille, les populations d'origine nomade : 79.442 personnes en 1961 ².

Par contre, la grande masse des familles sous-prolétariennes françaises, qui ne se compte pas par dizaines mais par centaines de milliers (elle représente sans doute entre 3 et 5% de la

¹ A supposer que l'on se contente de retenir le seul critère du logement défectueux (ce qui est bien entendu insuffisant), il faudrait ajouter aux 75.346 habitants de bidonvilles, le nombre pour l'instant inconnu des travailleurs migrants vivant dans des caves, taudis, garnis, usines désaffectées et autres locaux de fortune.

² Etant donné les difficultés du recensement, on peut penser que les gens de la route étaient en réalité plus nombreux à l'époque. Compte tenu du taux élevé de natalité, ainsi que de la venue en France des Gitans rapatriés d'Afrique du Nord et de Tziganes hongrois, les personnes d'origine nomade itinérantes ou (mi)sédentarisées doivent être aujourd'hui plus de 100.000.

population française), n'a jamais été recensée. Les quelques essais d'une estimation plus grossière manquent, sinon de sérieux, tout au moins de toute rigueur scientifique³.

Pourtant, la nation se doit de connaître de manière précise le nombre de citoyens composant la couche de population laissée pour compte dans le partage de ses biens. Il faudra bien faire face, un jour, à la réalité de la stratification sociale et établir des statistiques nationales permettant de distinguer les citoyens selon leur niveau socio-économique et culturel. Nous devrions pouvoir circonscrire les couches sociales d'après un ensemble de critères précis : niveau, composition et régularité des revenus professionnels et sociaux ; situation professionnelle ; qualité, tenue et environnement matériel et socio-culturel de l'habitat ; niveau d'instruction ; moyens de peser sur les décisions prises à leur égard, par les collectivités locales, régionales et nationales (est-il normal, à cet égard, que, dans les catégories professionnelles établies pour les statistiques officielles, les Sous-prolétaires vivant de la récupération de quelque ferraille, se trouvent comptés avec les grands antiquaires de Paris, sans que nous puissions distinguer les uns des autres ?)

Dans l'immédiat, il nous paraît urgent de créer un groupe de travail au Commissariat Général au Plan, afin de voir plus clair en la matière et d'arriver le plus rapidement possible à une estimation satisfaisante, puis à un recensement précis des populations du Quart Monde.

III - LE CERCLE VICIEUX SE BOUCLE DANS LE MANQUE DE CULTURE ET DE SENS D'APPARTENANCE

Lorsque les privations sont sur tous les plans et dépassent un certain seuil, il devient difficile de distinguer, parmi les nombreux problèmes, celui qui prendrait le pas sur tous les autres. Dans l'enchaînement où les uns et les autres s'entremêlent et se renforcent, il convient cependant d'en discerner un qui conditionne directement tous les autres : le manque de culture et, par conséquent, du sens d'appartenir à un groupe. Il détermine une insécurité et une souffrance morale plus irréductibles que toutes les autres insuffisances.

1. La transmission défectueuse

Nous savons que pour intérioriser une culture, il faut à la fois voir vivre les autres et avoir le moyen de vivre soi-même certaines valeurs, un certain savoir. Il ne suffit pas de s'entendre dicter des règles de vie, des manières de concevoir les choses. Encore faut-il avoir autour de soi les modèles qui concrétisent de manière convaincante l'enseignement reçu et avoir la possibilité de faire soi-même les expériences de vie correspondantes.

Les conceptions que nous pouvons avoir de la vie de famille et des rôles familiaux, du travail, de ses satisfactions et des efforts qu'elles méritent, du savoir et des sacrifices que l'on peut

³ Le Ministère de l'Équipement et de la Construction a cherché à connaître le nombre des foyers les plus mal logés, ainsi que celui de ceux qui n'arrivent pas à payer régulièrement leur loyer en logement HLM, PSR ou PLR. Les 83.300 ménages ainsi dénombrés représentent sans doute le noyau dur de la population sous-prolétarienne, encore que le Ministère souligne le caractère arbitraire du chiffre avancé. Nous partageons ses réserves, étant donné l'insuffisance et le caractère imprécis des critères appliqués, ainsi que le caractère strictement non scientifique des enquêtes menées.

utilement s'imposer pour l'acquérir, de la vie collective, de ses bienfaits et, par conséquent, du prix que nous paierons pour y participer, des droits de l'homme et de sa finalité..., bref l'ensemble des conceptions reconnues et des comportements qui en découlent nous sont transmis par des canaux bien définis. Ces canaux sont aussi bien des personnes que des institutions ou des collectivités : parents, famille, milieu, écoles, travail, syndicats, partis politiques, Eglises, institutions d'activité artistique ou sportive...

L'enseignement qu'ils transmettent opère en nous, se transforme en convictions personnelles, selon l'importance qu'ont pour nous les personnes et aussi selon l'expérience personnelle que nous pouvons faire de la validité de l'éducation reçue. Pour cela, il faut être en situation et disposer des moyens de faire l'expérience : du travail satisfaisant, du savoir qui libère, des rôles qui confèrent la dignité (d'époux, de père, de travailleur, de citoyen...) et qui introduisent ordre et harmonie dans nos relations. Il faut avoir accès à l'habitat, à l'école, à la situation professionnelle, aux équipements culturels, à l'environnement humain qui permettent l'expérimentation. Sinon, le mode de pensée et de vie transmis reste au niveau de l'appris, sans être intégré profondément à notre personnalité. Nous allons alors peu à peu l'interpréter à notre manière, le nuancer, le transformer ou même l'abandonner sous l'une ou l'autre pression extérieure nouvelle. Cela vaut aussi pour la vie spirituelle et religieuse.

Ceci étant, que peut devenir notre culture en Quart Monde ? Les canaux de transmission, nous l'avons vu, se resserrent et se raréfient à mesure que l'on descend l'échelle sociale. Le langage qu'elle emprunte est de moins en moins adapté aux citoyens. Les moyens de la vivre s'appauvrissent. On peut dire qu'en milieu sous-prolétaire, les hommes reçoivent la culture non plus de manière intégrale et par expérience de vie, mais de manière fractionnée, par impératif ou par ouï-dire, à travers des situations professionnelles marginales, où ils rencontrent le monde ouvrier sous des aspects marginaux ; à travers les mass-média (en particulier par la radio ou la télévision, dont ils interprètent mal les messages) ; à travers des contacts épisodiques avec des intermédiaires d'occasion : services sociaux, organismes d'entraide ou de bienfaisance, tutelles de toutes sortes dont ils sont affligés. Ce qu'ils entendent et comprennent, ils n'ont souvent pas les moyens de l'appliquer dans leur vie. Celle-ci leur dicte parfois des comportements contraires.

2. L'impossibilité d'une culture de la pauvreté

Dans ces conditions, il reste à savoir si le Quart Monde peut se créer une culture propre, une culture de la pauvreté comme se plaisent à le dire certains. Nous n'en avons pas trouvé de traces. D'ailleurs les conditions d'une culture originale, de toute évidence, font défaut. On peut dire que tout dans la vie du milieu sous-prolétaire y fait obstacle.

Il y a tout d'abord les conditions immédiates, l'insécurité matérielle, le surpeuplement, la peur constante des malheurs toujours possibles : la maladie, le retrait des enfants, les démêlés avec la police, l'expulsion... Quand on vit dans l'angoisse, on supporte mal les autres. On les tolère d'autant moins qu'eux aussi sont angoissés, vulnérables, et qu'ils ne peuvent nous apporter qu'un bien faible soulagement. Dans une cité d'urgence, les relations sont instables et équivoques, le voisin n'est supportable que dans la mesure où il est utile. Tantôt il l'est, tantôt il est à charge, et des charges, on en a déjà trop.

S'ajoute à cela le poids de la société environnante. Qui oserait reconnaître son voisin, afficher son appartenance au voisinage, face à un monde qui les méprise ? Il faut les renier, trahir son milieu pour se dédouaner à l'extérieur, à la mairie où l'on sollicite un secours, au bureau de la main-d'œuvre, auprès des institutions charitables... Pour être pris en considération, on se fait leur complice : *"Moi, je ne suis pas de là, je ne suis à la cité que par hasard. Eux, ce sont de vrais gangsters ; moi, je me tiens tranquille, je ne les connais pas..."*

La solidarité des très pauvres est une notion rassurante, chère aux riches, mais dont ils ne fournissent guère les moyens au Quart Monde. Certes, ses ressortissants survivent ensemble, s'entraident comme ils le peuvent, et chacun trouve un minimum de sécurité et d'appartenance grâce au groupe. Ils y arrivent malgré leur pauvreté, et cela est merveille. Mais ils ne peuvent guère faire plus. Se créer une morale propre, s'organiser de façon à la vivre ensemble, à la défendre et à la transmettre à leurs enfants, et cela en opposition à la société environnante dont ils dépendent pour l'essentiel de leur existence, cela supposerait des personnalités fortes, voire hors-série. Or, nous savons bien que le dénuement sur tous les plans empêche les êtres de développer leur potentiel humain, leurs facultés de toutes sortes.

3. La personnalité mal construite

Est-il besoin de rappeler que l'enfant sous-prolétaire, que rien à la naissance ne différencie des enfants d'autres milieux, accuse des retards de développement dès le troisième mois de vie. Retards de poids et de taille (il sera bientôt l'enfant le plus chétif de la nation), retards de langage, de développement moteur. Ses parents, son milieu manquent de moyens, de sécurité matérielle et affective, certes, mais ils manquent surtout de connaissances des besoins physiques et psychiques de l'enfant. Leur milieu leur a transmis des notions démodées et quelque peu floues, tandis que du monde extérieur ne pénètrent que des informations fragmentaires. Cela finit par former un ensemble d'idées incohérentes et contradictoires, dont on improvise les applications selon les circonstances.

Le langage très pauvre n'arrangeant pas non plus les choses, l'enfant arrive à l'école mal personnalisé, mal socialisé, et déjà considérablement retardé dans son développement mental. Bientôt, les échecs scolaires s'accumulent, car l'enseignement élémentaire n'est plus guère adapté, comme par le passé, aux enfants pauvres. Ignorés ou réprouvés par les maîtres comme par les camarades de classe à cause de leur maladresse, de leur malpropreté, de leurs sujets de conversation choquants, ils sont, en vérité, les enfants martyrs de l'école. Ils la quittent mal instruits, parfois à peine alphabétisés. La vie aura d'ailleurs vite fait d'effacer dans leur mémoire le peu qu'ils ont appris.

Adolescents coupés des moyens d'expérience et d'expression de la culture ambiante, privés d'intérêts autour desquels se bâtir, n'ayant pour références que les modèles appauvris de leur milieu ou les idoles inaccessibles que proposent le cinéma et la télévision, ils entrent dans le monde du travail, comme leurs pères, au niveau le plus bas.

Sans un minimum de culture, il ne peut y avoir projet de révolution. Il ne peut pas non plus y avoir personnalité bâtie, capable de projets. Aussi, n'est-ce pas le jeune sous-prolétaire qui se façonnera sa propre culture. Ce qui frappe, c'est le refus de ces jeunes - aveugle et maladroit, hélas - de la condition imposée. Ils voudraient *"s'en sortir"*, *"faire quelque chose"*, *"apprendre*

quelque chose", mais ils ne savent ni quoi ni comment, et leurs sursauts de révolte, leurs appels au secours ne font que leur attribuer de nouveaux ennuis.

Beaucoup aboutissent en prison, le plus souvent pour vol. Leur éducation s'y trouve complétée par d'autres délinquants plutôt que par les autorités pénitentiaires qui saisissent peu et mal l'occasion d'enrichir la culture de ces pupilles, afin de les prémunir contre la récidive.

C'est ainsi qu'ils arrivent à l'âge adulte, façonnés à l'image de leurs parents. L'homme de la cité d'urgence est un homme qui a épousé les jugements que porte sur lui une société éprise de bien-être et de savoir. Celui qui vit dans le dénuement et l'ignorance vit aussi dans la déconsidération et finit par se laisser convaincre qu'il est, en effet, indigne de respect. Personne ne l'écoute, ne lui demande quoi que ce soit. Ignorant, il ne peut jamais s'expliquer avec le monde qui l'entoure, il doit le subir puisqu'il est incapable de dialoguer avec lui.

IV - LE VIDE CULTUREL ⁴

Ainsi, ce que nous croyons avoir pu déduire des théories de l'anthropologie culturelle nous est confirmé par l'expérience de vie et les recherches menées dans les cités sous-prolétariennes. Pauvreté de la personnalité et pauvreté de la culture y vont de pair. La plupart des attitudes et des comportements sont relativement flous et changeants. La vie relève souvent de l'improvisation plus que de convictions profondes. Certes, la pauvreté des moyens fait que les gestes sont malgré tout souvent les mêmes. La fatigue et l'usure finissent aussi par créer une sorte d'automatisme où les personnes répètent les mêmes gestes sans réfléchir. Il ne faudrait pas en conclure à des traditions communes, reconnues par le milieu. La plupart du temps, on agit d'une certaine manière parce qu'on ne voit pas comment faire autrement. Si le voisin fait de même, il ne donnera pas, pour autant, la même explication de son comportement.

D'ailleurs, dans la vie d'une même personne, les comportements et les explications sont variables. Dans les soins et l'éducation des enfants, dans la recherche du travail, dans les relations entre époux ou voisins, une même personne justifiera son comportement de manière différente selon les moments. Elle agira aussi de manière différente selon les circonstances.

Ainsi pour le travail indépendant, la récupération de ferraille ou de chiffons, les humbles commerces des milieux pauvres à travers le monde. Certains y voient un trait culturel, voire un goût particulier des Sous-prolétaires pour l'indépendance. Une étude attentive en cité d'urgence nous révèle qu'il s'agit presque toujours d'un pis-aller, d'un dernier recours, d'un expédient que l'on abandonne à l'occasion, quand d'autres travaux se présentent. Rares sont ceux qui le prônent comme un métier ou le développent comme un moyen de subsistance à long terme. *"On se débrouille"*, disent les chiffonniers, *"faut bien vivre"* nous explique l'homme qui vend des peaux de lapin ou des jonquilles... *"Nous, on n'a pas appris autre chose, mes parents, ils faisaient ça, et nous, les gosses, on nous envoyait faire les poubelles."* Aucun qui y prenne fierté, et si beaucoup se font aider par leurs enfants, ils souhaiteraient

⁴ Pour la culture en milieu sous-prolétaire, voir aussi Joseph Wresinski, *"Le Quatrième Monde"*, introduction à l'ouvrage *"Le Quart-Monde"* de Jean Labbens, Editions Science et Service, (95) Pierrelaye, 1969 ; *"Le Vide Culturel"*, ronéo, 1969 ; *"Action Communautaire en Quart-Monde"*, communication au cycle d'Etudes sur les Familles Socialement Handicapées de l'O.N.U. à Bienne, ronéo, août 1970.

pourtant que ceux-ci "*fassent autre chose plus tard*". Cette "*autre chose*" demeure vague dans les esprits, mais est généralement de l'ordre d'un travail salarié.

Il n'y a pas - faut-il le souligner ? - absence totale de culture, il y a une culture en miettes, dont bien des pièces manquent et dont chacun ramasse ce qu'il peut. Ce qui frappe, c'est le conformisme qui se cache derrière les apparences chaotiques d'une cité d'urgence. Les valeurs auxquelles tous adhèrent, au moins en principe, sont des valeurs que partage le monde environnant. La femme mariée est plus respectée que la concubine, même dans une cité où 40% des ménages ne sont pas légalement constitués. L'homme doit travailler, et traiter son voisin de fainéant est une insulte, même si 80% des hommes dans une cité ne travaillent pas. Le pire des outrages, dans un milieu où bien des enfants ne mangent pas à leur faim, est de dire : "*Tu ne nourris pas tes gosses.*"

Tout se passe comme si l'on acceptait volontiers les enseignements du monde extérieur. On ne les conteste pas, n'en affiche pas d'autres ; on est plutôt honteux, malheureux de ne pas pouvoir s'y conformer.

Dire que les familles sous-prolétariennes vivent dans la crasse, dans le désordre et les disputes, dans des situations "*irrégulières*", parce qu'elles "*se plaisent ainsi*", c'est méconnaître une réalité douloureuse et qui nous accuse. Car la société partage avec les couches de population les plus démunies les bribes d'une culture, donc d'une morale, sans leur fournir ni les moyens de s'expliquer avec celle-ci, (et, éventuellement, de la refuser), ni de la vivre convenablement.

C'est d'ailleurs pourquoi le milieu a tant de mal à transmettre une quelconque culture à ses jeunes. Les adultes ne peuvent pas expliquer ce qu'ils font, ni toujours faire ce qu'ils croient de leur devoir. Ils ne peuvent qu'affirmer : "*cela se fait comme cela*"... "*cela ne se fait pas*"... Ce qu'ils ne peuvent pas expliquer, ils ne peuvent le transmettre qu'en payant d'exemple ou en cherchant à l'imposer, en dépit de leur propre comportement contraire. C'est le cas du chômeur qui harangue son fils qui ne veut pas gagner le pain de la famille ; celui de la maman de plusieurs enfants illégitimes qui interdit à sa fille les sorties avec les jeunes gens du voisinage, "*parce qu'une jeune fille, ça doit bien se tenir*".

Bien entendu, personne ne peut vivre ainsi continuellement distendu entre une morale qui impose et une vie qui interdit. Le seul moyen de ne pas trop souffrir est de laisser s'estomper peu à peu la sensibilité, de se rendre indifférent, d'oublier ce qu'on avait voulu être et faire dans l'existence. Ainsi, la misère abrutit les hommes, ce qui donne d'ailleurs aux milieux aisés une raison de plus de se couper d'eux.

Nous avons vu comment des pères et des mères enfouissent dans leur mémoire le souvenir de leurs enfants placés ; ils ne parlent plus d'eux, ne s'enquêtent même plus de leur sort. Parents "dénaturés", qui ne respectent pas nos normes ni ne partagent nos valeurs ? Les services sociaux leur ont arraché leurs enfants en divulguant leur déshonneur de parents. Eux ne supportent pas l'indignité, et leur seul moyen de survivre est d'en rayer tout souvenir. C'est ainsi que nous avons vu le silence et l'indifférence s'installer dans bien des foyers. Auparavant, les conceptions de l'amour et des rôles parentaux étaient déjà appauvries par rapport aux nôtres, comme en témoignent les enregistrements et protocoles de nos très

nombreux entretiens. Elles n'étaient pas foncièrement différentes, moins encore contraires à celles que l'on retrouve dans des milieux ouvriers par exemple.

Ce qui paraît certain, c'est que dans un milieu nourri des miettes de la culture des classes aisées, tout se conjugue pour rétrécir plus encore l'univers que les hommes réussissent à se construire malgré tout. Là où certains ethnologues imaginent trouver une "culture de la pauvreté", nous avons rencontré plutôt le vide, de vastes zones de silence, comme dit le professeur Christian Debuyst⁵. Les intérêts, faibles et peu nombreux, ont tendance à se raréfier plus encore au cours de la vie ; la pauvreté des informations et des moyens ainsi que les échecs répétés poussent les hommes à se tapir dans un espace de vie restreint à l'extrême. Travail, famille, logement, école, religion, voisinage, tout ce qui fait la vie quotidienne de tous les citoyens, est réduit à sa plus simple expression. L'avenir, c'est le soir, demain, la semaine prochaine ; on ne voit guère plus loin. Les êtres sont rarement désœuvrés mais ils tournent en rond dans des activités apparemment insignifiantes.

On peut dire qu'en cité sous-prolétarienne, l'horizon temporel et spatial, le champ de vie et les relations humaines, la culture et le sens d'une appartenance quelconque sont plus limités que partout ailleurs. Au bas de l'échelle sociale, il est bien difficile de développer consciemment une manière commune de se situer dans la vie. Les hommes subissent l'existence dans une solitude morale plus grande qu'à tous les autres niveaux. Il y a communauté de destin, sans qu'il puisse y avoir solidarité ni même amitié. Chacun improvise comme il peut et poursuit ses pauvres intérêts en solitaire.

Ce qui demeure, même chez les plus abattus et les plus endurcis, c'est le sentiment confus que les choses ne devraient pas être ainsi. *"On n'est pourtant pas des chiens"...* *"des hommes ne devraient pas avoir à vivre comme ça"...* Est-ce une conception de l'homme ayant droit à la survie en toute circonstance, qui fait qu'en cité d'urgence chacun peut compter sur une aide en cas d'extrême nécessité ? La sécurité que nos propres systèmes de prévoyance et d'aide sociales ne procurent pas, puisque pour en profiter, il faut répondre à des normes, les habitants du Quart Monde se l'assurent comme ils peuvent entre eux. Chacun peut, à l'occasion, frapper à la porte du voisin pour obtenir le lait ou les quelques francs indispensables au repas des siens. Il n'est pas tenu à les rembourser, il donnera seulement à son tour lorsqu'un autre viendra quémander la même chose, cela dans la mesure où il le pourra.

Dans un domaine où les non-pauvres ont déjà trop tendance à interpréter à la légère, il ne s'agit pas d'ajouter au sentimentalisme en embellissant ce que l'on appelle si volontiers les valeurs des pauvres. Nous ne leur donnons guère la possibilité d'en développer beaucoup et ce n'est pas faire avancer leur cause, que de leur en inventer. Ce qui doit nous émerveiller, c'est de voir les valeurs amputées auxquelles ils s'accrochent, envers et contre tout.

L'entraide inorganisée et d'ailleurs inavouée, dont chaque famille profite selon ses besoins de survie, si elle coexiste avec bien des disputes et des trahisons, demeure pourtant un signe du refus de la déshumanisation. Il y en a d'autres. Bribes d'une culture reçue ou, simplement, valeurs inhérentes à l'homme ? Ce sont les valeurs inhérentes à l'homme que les Sous-prolétaires semblent nous rappeler. Abandonnés à tel point par leurs frères, que leur reste-t-il,

⁵ Christian Debuyst, dans *"Nouveaux aspects de la Famille : éléments d'analyse de la Famille Inadaptée"*, Ed. Science et Service, 1962, analyse ce qu'il appelle la "culture honteuse d'elle-même" des cités sous-prolétariennes.

sinon ces normes innées qui font qu'ils trouvent à s'adapter à des êtres et à des situations, refusant de se laisser réduire à un état de "sous-homme" ? Ceci dit, suffit-il de savoir que sur ces valeurs-là, la communication avec les organismes et les hommes détenteurs de culture peut se rétablir ?

V - POUR UNE SOCIÉTÉ PARTICIPANTE, RESPECTER LE DROIT A LA CULTURE

1. Projet de société ou de civilisation ?

Rétablir les canaux de la communication, répartir équitablement les moyens de la culture, qu'est-ce à dire ?

Il nous importait de faire ressortir, au début de cette réflexion, que le Quart Monde n'est pas un problème marginal. Il n'est pas non plus, nous l'avons vu, un accident de parcours dans l'évolution de la société contemporaine. La condition sous-prolétarienne est liée à la nature même de notre société. Celle-ci est inégalitaire de par ses structures, certes, mais ces structures, à leur tour, reposent sur des manières de penser inégalitaires, sur une culture.

A ce sujet, nous aimerions clarifier encore notre pensée. Certains nous affirment que la société française contemporaine se répartit en classe dominante et en classe dominée. La culture, nous disent-ils encore, existe dans la mesure où elle traduit les rapports de forces entre les classes.

La réalité nous paraît plus nuancée. Nous vivons dans une société stratifiée où des couches de population se superposent, plus ou moins dominantes et plus ou moins dominées, selon le niveau qu'elles occupent. Toutes sauf une ont leur mot à dire dans les affaires de la cité, et leur parole sera prise en considération, au moins dans une certaine mesure. On ne peut plus dire, par exemple, que les milieux ouvriers soient sans défense face aux patrons, même si le plus souvent il ne leur est pas fait justice. Une seule couche de population est totalement opprimée et toutes les autres l'oppriment. Cette couche-là est celle du Quart Monde.

Quant à la notion d'une culture traduisant les rapports de forces, elle risque de nous voiler une réalité simple et fondamentale : qu'un certain type de stratification sociale et de rapports de forces est la conséquence d'un mode de pensée auquel on adhère, d'une manière générale, dans toutes les couches de population. Est-il besoin de rappeler la ténacité avec laquelle, dans toutes les couches socio-économiques, nous tenons à maintenir la hiérarchie des salaires mais aussi celle d'autres privilèges de toutes sortes ? Qui proteste contre le principe d'une sécurité sociale qui, en payant selon la contribution de chacun, favorise le travailleur qualifié et stable, tandis que le manœuvre n'en tire qu'un semblant de protection et que le Sous-prolétaire aux humbles occupations épisodiques en est formellement exclu ? Même le travailleur sous-prolétaire, s'il rêve d'être enfin protégé, lui aussi, ne combattrait pas le principe, car lui aussi adhère à une conception somme toute étroite du mérite. Lui aussi agit en conséquence, exploite souvent plus pauvre que lui.

Il semble bien que la majorité des citoyens ait du mal à se défendre d'une certaine participation à l'exclusion de plus faible que lui, dans la pensée comme dans l'action concrète.

Nous touchons là, bien entendu, au problème fondamental de toutes les sociétés. Là où des hommes s'organisent pour vivre et défendre certains intérêts ensemble, ils introduisent leurs échelles de valeurs, leurs hiérarchies et stratifications. Quels que soient leur régime politique, leur organisation sociale et leur culture, ils recréent le Quart Monde, en excluant de leurs communautés les membres qui répondent mal à leurs critères. Nous disposons aujourd'hui d'informations suffisantes pour ne pas nous faire d'illusions exagérées, non pas tant sur les capacités des hommes d'inventer des sociétés égalitaires que sur leur désir réel d'en voir l'avènement.

Aussi, pour établir une plus grande justice, ne s'agit-il pas tant d'élaborer un nouveau projet de société que de poursuivre un projet de civilisation. Les deux doivent évidemment avancer ensemble.

2. Les chances égales : une société sélective

L'égalité, ou ce que nous appellerons les chances sans cesse ré-égalisées, supposent en effet ce changement profond dans nos mentalités qui nous incite à privilégier plus faibles et moins qualifiés que nous.

Le monde a connu des sociétés qui avaient leurs lois pour les riches et leurs lois pour les pauvres gens. C'était pour mettre fin à cette discrimination envers les pauvres, que furent institués les systèmes dits universels, les mêmes pour tous. Nous connaissons aujourd'hui leur faille : tous ne sont pas égaux devant eux, tous n'ont pas les mêmes moyens de répondre à leurs exigences et d'en tirer profit. Cette découverte doit nous mener, tôt ou tard, à une troisième phase dans notre recherche d'une plus grande égalité : celle des systèmes généraux sélectifs qui, donnant plus là où l'avoir, le savoir et le pouvoir sont moindres, réduisent les inégalités au lieu de les confirmer.

A chaque fois que nous abordons cette question d'introduire dans les programmes généraux des moyens spécifiques pour les moins nantis, il y a ceux qui nous objectent de vouloir "*faire de la ségrégation*". Nous ne pouvons pourtant pas continuer à nier ainsi, non sans une certaine hypocrisie parfois, le fait que les mal nantis sont par définition les ségrégués de nos systèmes universels actuels.

La seule manière de réparer l'injustice, n'est-elle pas d'introduire dans nos structures une sélectivité nouvelle qui fasse des exclus et des mal servis d'aujourd'hui les privilégiés de demain ? Nous pouvons refuser ce projet comme utopique, nous pouvons refuser l'objectif d'une plus grande égalité. Ce que nous ne pouvons plus refuser, c'est l'évidence que dans l'invention de structures générales sélectives réside la solution du problème des inégalités. Toute réforme qui n'aboutit pas à une sélectivité en faveur des couches de population les moins favorisées ne s'avère à chaque fois qu'un aménagement des situations existantes. La mobilité sociale, la participation libre et authentique aux affaires de la cité, par tout autre chemin demeurent des privilèges accordés à certains, plutôt que les droits égaux de tous.

Evidemment, la tâche est de taille, puisque la société participante que nous préconisons suppose à la fois une prise de conscience nouvelle des droits de l'homme et l'élaboration de structures qui permettent de les respecter effectivement.

Moralement, nous ne sommes pas prêts à reconnaître les hommes égaux à ce point. Intellectuellement, nous ne sommes pas capables de définir le détail des structures, des moyens et des méthodes, de la pédagogie et du coût d'une société participante de cette qualité. Pas plus qu'en d'autres parties du monde, quiconque ne peut définir ces choses pour une société socialisante ou socialiste. Il nous manque pour cela les connaissances, puisqu'il nous manque l'expérience.

L'expérimentation s'impose, et nous pouvons nous y engager dès maintenant, au niveau du Quart Monde. En effet, dans la lutte contre l'inégalité, un premier point peut et doit être gagné : nous ne pouvons plus accepter, aujourd'hui, une inégalité qui va jusqu'à l'exclusion quasi-totale de certains. La nation s'apprête enfin à prendre quelques modestes mesures à cet égard. Nous savons cependant que les programmes de relogement au moindre prix, les réalisations à bon compte en marge des grands projets locaux, régionaux et nationaux des autres citoyens, ne feront qu'aider une population à mieux s'accommoder de son humble condition.

Nous ne pouvons l'admettre et notre lutte pour une société participante doit partir de là. C'est à la fois justice et sagesse. Car n'est-il pas juste et sage de partir de la population depuis longtemps la plus démunie et dont la cause, de ce fait, est la moins réfutable ?

3. Privilégier les plus démunis

Dans la perspective choisie de l'égalité des chances par l'accès à la culture, il s'agira tout d'abord d'implanter en zone grise des jardins d'enfants, des écoles maternelles, primaires et secondaires mieux équipées que partout ailleurs en moyens et en maîtres. *"L'école parfaitement intégrée, unifiée"*, nous dit le ministre de l'Education Nationale, *"nous l'avons, c'est l'école élémentaire"*. N'est-ce pas oublier ce patrimoine d'écoles vétustes où l'instabilité des maîtres est étourdissante, qui sont les écoles élémentaires des zones urbaines et rurales pauvres, un peu partout en France ? Mais dans la mesure où l'unification serait réelle, c'est sur elle et sur celle des écoles maternelles que repose toute l'injustice du système. L'instruction en bas âge, en ne compensant pas les manques de culture, d'intérêts et de motivations du milieu d'origine, ratifie les inégalités dès le départ. Pire, elle les attribue officiellement à la nature qui doterait plus ou moins richement les enfants. Cette nature, ne continue-t-elle pas à avoir bon dos, à travers toutes nos réformes de l'enseignement ?

Pour donner des chances égales aux enfants des zones prolétaires et sous-prolétaires, il faudra enfin reconnaître que c'est rarement la nature, mais presque toujours la nation qui est la vraie marâtre. Au lieu de se contenter d'administrer rationnellement le faible bagage qu'apportent certains enfants (et toutes nos réformes actuelles ne font toujours que cela), elle peut parfaitement leur fournir, dès la maternelle, les moyens spécifiques d'un développement accéléré des facultés reçues à la naissance et que leur milieu éveille mal.

Elle peut veiller à ce qu'au cours de la scolarisation, le faible niveau de culture des parents ne leur soit plus un handicap insurmontable. Il faut pour cela - est-il utile de le souligner encore ?

- des moyens spéciaux. Les leur donner enfin, ce n'est pas ségréguer les enfants mais, au contraire, les aider à sortir de leur état de ségrégation.

De même, les institutions périscolaires, maisons de jeunes et de la culture, bibliothèques, clubs de toutes sortes, organisations sportives, toutes formes d'écoles de vie parascolaires, devraient être plus nombreux et mieux équipés dans les zones grises qu'ailleurs. Les jeunes doivent y trouver tous les moyens de se familiariser avec les chefs-d'œuvre et leurs créateurs, les grands courants de pensée du passé et du présent. Ils doivent être constamment informés des grands problèmes, événements et exploits de leur temps et recevoir les moyens les plus modernes pour développer leurs propres facultés créatives et initiatives de toutes sortes.

Le milieu en tant que tel, donc les adultes doivent eux aussi être entraînés dans un mouvement enthousiasmant de promotion culturelle. Car il ne s'agit pas de sacrifier une génération, comme le préconisent certains. Il ne peut pas non plus être question de nous leurrer de l'illusion qu'il est possible de galvaniser efficacement les énergies des jeunes en laissant de côté leurs parents. Il faudra renoncer aussi à cette idée chère à certains et qu'aucune expérience ne confirme, que l'action auprès des jeunes entraînerait tôt ou tard les parents.

Autrement dit, il ne nous appartient pas, après avoir abandonné un milieu au pire dénuement pendant des générations, de lui apporter demain de nouvelles perplexités et angoisses en créant des ruptures brutales entre parents et enfants.

Les musées, les chefs-d'œuvre de l'architecture, les jardins publics de qualité, le théâtre, les grands films, tous les fruits de l'expression artistique dont est généreusement parsemé le chemin des citoyens aisés, peuvent et doivent désormais être répartis plus équitablement. Il y a des manières à trouver d'apporter l'art et la beauté "dans la rue", en zone sous-prolétarienne, sans les déprécier et sans traiter les nouveaux bénéficiaires au rabais.

Il y a des manières à expérimenter, d'émerveiller les yeux, de bousculer les esprits demeurés dans la nuit, de secouer les pauvres routines, de faire éclater le renfermement des laissés-pour-compte de notre civilisation. Des antennes culturelles, des bibliothèques, des carrefours de toutes sortes sont à innover, où une population ignorante, même adulte, peut puiser le goût du savoir et acquérir les connaissances indispensables pour la participation à la vie moderne.

Radio et télévision, instruments de choix de l'acculturation des masses, devront apprendre à s'acquitter enfin de cette vocation. Au lieu de mépriser leur public non-intellectuel en lui servant des programmes de divertissement médiocre, elles institueront des programmes culturels étudiés de façon à éveiller, par leur forme et leur langage comme par l'heure des émissions, l'intérêt des milieux défavorisés.

Ateliers (pré-)professionnels et activités syndicales, centres de formation professionnelle modernes, apporteront aux travailleurs les plus démunis la pensée, les gestes et comportements d'un monde ouvrier en marche.

Nous n'insisterons pas sur le rôle des Eglises. Il va de soi lorsqu'il s'agit de faire partager notre culture. Nos Eglises ont été plus proches du Quart Monde que la plupart de nos institutions temporelles. Si leurs gestes se sont de plus en plus réduits à ceux d'une charité matérielle, rien

n'empêche qu'elles reprennent leur rôle spirituel et civilisateur au plein sens du terme et sans avoir à s'en cacher. La vie spirituelle, n'est-elle pas ce que le Quart Monde attend de plus précieux et de plus libérateur ?

Il va de soi que les familles profiteront pleinement de l'environnement ainsi enrichi, dans la mesure où elles disposent d'un habitat particulièrement adapté. Le logement des pauvres ne peut plus être ce logement dérisoire - "PSR", "PLR" ou encore "d'urgence" ou "de transit" - des zones grises, qui défie tout effort de vie familiale et sociale harmonieuse. Il sera étudié avec plus de soins que n'importe quel autre logement, de manière à pouvoir être ce creuset de l'expérience qui façonne les êtres, leurs goûts et intérêts, leurs relations et leur manière d'assumer leurs rôles.⁶

Quant aux ressources physiques, "infrastructure" indispensable au bon développement culturel et, en fin de compte, à l'éclatement du Quart Monde, les professions et institutions médicales et paramédicales devront retrouver cette vocation civilisatrice qu'elles assumaient en d'autres temps et qui consistait à apporter non seulement des soins, mais aussi des connaissances et une vision noble de l'homme. Elles ne s'en sont pas seulement départies dans une large mesure ; elles assument souvent, par rapport aux milieux les plus ignorants, un rôle contraire, semant la confusion dans les esprits par leur langage et leur comportement et marquant une certaine déconsidération de l'homme dans ses difficultés les plus intimes, celles qui concernent son corps mal nourri, mal soigné et, surtout, mal connu. La "culture physique" au sens large fait partie, elle aussi, de la culture tout court. Les professions médicales doivent en prendre conscience, lorsqu'elles ont affaire à une population privée de culture, et assumer, elles aussi, leur responsabilité civilisatrice. Les institutions médicales : dispensaires, hôpitaux, cabinets de médecins, généralement tristes et décourageants dans les zones pauvres, devront se transformer en véritables lieux d'accueil où les hommes puissent découvrir la beauté, la perfection du corps humain, la valeur unique de leur propre corps, le goût d'en acquérir la connaissance et le contrôle, le désir de le préserver, de le développer.

Régénérer ainsi des centaines de milliers d'hommes, en investissant le plus, là où le retard culturel est le plus important, signifie, nous le disions, un défi à notre intelligence et notre imagination. Il ne suffit pas d'investir les moyens financiers, encore faudra-t-il confier l'expérience aux hommes les plus qualifiés, capables de repenser leur profession et leur discipline, d'innover des méthodes, de mettre au profit du Quart Monde les progrès de nos connaissances dans tous les domaines. Menée par des spécialistes de cette qualité-là, l'expérience au niveau des plus démunis aura une importance capitale pour nos connaissances et efforts en matière de développement dans le monde entier.

Expérimenter, colmater des inégalités à d'autres niveaux, ne nous donne toujours qu'une vue partielle des choses et ne nous inspire que de modestes aménagements dans les sociétés existantes. En Quart Monde seulement, nous sommes obligés de faire face au fond du problème et d'y apporter une solution globale.

⁶ Pour le logement des travailleurs les plus démunis, voir aussi Joseph Wresinski, *"L'habitat du Quart Monde"*, ronéo Institut de Recherche et de Formation aux Relations Humaines, 1970. Cette note a été présentée au Groupe de Travail "Mal-Logés" de la Commission de l'Habitation au Commissariat Général au Plan, en octobre 1970.

4. Le non-écrémage, frein ou accélérateur du progrès ?

Il nous reste à répondre à une objection importante. Certains nous reprochent, en cherchant à privilégier les plus démunis, de tendre à freiner le progrès général de la nation. Investir massivement au bas de l'échelle sociale signifierait, en somme, le ralentissement de l'évolution à d'autres niveaux.

Rien n'est moins vrai. L'homme est ainsi fait, qu'il ne se laisse pas facilement dépasser par plus faible que lui. Il ne l'accepte jamais une fois pour toutes et accorder la priorité à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale sera toujours un combat, non pas une situation statique. Si nous arrivions à investir dans les écoles élémentaires en zone grise plus que dans celles des quartiers bourgeois, les classes aisées s'ingénieraient bientôt à mettre en place les moyens de ne pas demeurer en arrière. Si les meilleurs pédagogues se mettaient à développer des méthodes d'avant-garde pour transmettre la culture aux jeunes des milieux pauvres, les classes aisées ne manqueraient pas d'en profiter et de les mieux exploiter.

En favorisant les couches les moins nanties, l'on déclenche un dynamisme insoupçonné dans toutes les couches supérieures. Comme les privilèges des catégories aux revenus les plus bas ne seront pas acquis une fois pour toutes, les rapports de force seront à surveiller constamment, afin de freiner le glissement vers le haut des investissements et services spécifiques.

Dans la mesure où nous poursuivons réellement un projet de société participante et aux chances égales, nous devons de toute façon apprendre à manier, sur le plan intellectuel comme dans la vie concrète, la notion d'une société extrêmement mobile, où il s'agira d'instituer les moyens de veiller sans cesse à ce que la voix des plus faibles du moment ne soit pas à nouveau étouffée. Les sciences sociales et politiques ont ici un vaste champ de travail. Pour notre part, nous y avons découvert que ce qui était au départ, une morale, un idéal de justice, pouvait être en même temps un facteur extrêmement vitalisant pour l'ensemble d'une société.

Il va par ailleurs de soi, que le principe de la primauté des plus démunis doit être appliquée aussi au sein du Quart Monde. Dans tout programme en sa faveur, il s'agit de refuser systématiquement le chemin de la facilité qui consiste à "écrémer" le milieu. L'écrémage n'est-il pas, en effet, le point faible de pratiquement tous les projets de lutte contre la pauvreté à travers le monde ? Tôt ou tard, nous semblons succomber à la tentation de privilégier d'abord les plus forts, les plus évolués, les mieux capables de comprendre notre langage, nos buts et nos efforts. Soit que nous pensions sérieusement les problèmes en sérieant en quelque sorte les personnes selon leurs capacités immédiates, soit encore que nous espérons que les plus évolués auront à cœur de prendre en charge les plus faibles, nous nous adressons d'abord aux plus "rentables" ou à ceux que nous considérons être des "leaders".

Cette ligne d'action ne semble pas porter beaucoup de fruits et, même, ses effets paraissent parfois néfastes. En effet, en pratiquant ce genre d'écrémage, nous ne faisons que prolonger le système sur lequel se fondent nos sociétés exclusives. Nous appliquons l'échelle de valeurs traditionnelle, préférant une certaine efficacité à court terme à la justice sociale réelle, considérant l'homme et lui accordant des droits selon sa plus-value, plutôt que selon sa valeur inaliénable d'être humain.

Il n'est point difficile d'imaginer le résultat. Nous créons de nouvelles catégories de privilégiés, qui utilisent à leur profit ou à celui de leur groupe les moyens offerts. Ils distancent rapidement la masse des plus démunis et se mettent à l'exploiter ou à l'exclure à leur tour. Quoi de plus naturel ? Pourquoi nos bénéficiaires seraient-ils plus idéalistes, plus généreux que nous-mêmes ? Pourquoi se sacrifieraient-ils pour le salut de ceux que nous-mêmes avons laissés de côté ? Pour que les hiérarchies et stratifications anciennes soient bouleversées, il eût fallu qu'avec nos moyens matériels nous apportions un idéal nouveau. Au lieu de reproduire sans cesse nos conceptions traditionnelles du mérite et de la priorité, nous aurions pu donner l'exemple concret d'une égalité et d'une solidarité nouvelles. Faute de quoi, nos modestes efforts de combattre la misère ne changent pas grand-chose au statu quo des inégalités, ni ne font progresser la pensée des hommes sur la justice.

Par contre, appliquer une solidarité à toute épreuve avec les plus démunis peut à la fois transformer les mentalités et accélérer le progrès de tous. L'expérience du Mouvement Aide à Toute Détresse - Science et Service en témoigne. En privilégiant systématiquement les familles les plus paupérisées, il a réussi à remettre en mouvement l'ensemble d'une population en plusieurs cités d'urgence, plutôt que de la vider périodiquement de ses forces vives comme le font d'autres modes d'action. C'est là que nous avons pu observer, au cours des années, la dynamique toute particulière que provoque le refus de l'écroulement. Si l'initiative privée, avec des moyens extrêmement modestes, peut obtenir ce genre de résultats, que ne pourra faire la nation, le jour où elle décidera d'y mettre le prix !

VI - LES POINTS D'APPUI DU COMBAT

Pour décider d'y mettre le prix, il faut bien sûr que la nation soit convaincue et continue à l'être. Nous avons vu que, pas plus qu'en Tiers-Monde, le combat contre la pauvreté en pays riches ne peut se contenter d'un simple perfectionnement des structures existantes. Il ne peut pas non plus se réduire à une révolution des opprimés contre leurs oppresseurs, puisque celle-ci aboutirait tôt ou tard à de nouvelles oppressions et exclusions. La ligne de démarcation entre justice et injustice telles que nous les concevons n'est pas entre pauvres et riches, mais dans le cœur de tout homme, pauvre ou riche. Notre projet de civilisation exige, nous semble-t-il, la plus ancienne et la plus radicale des révolutions, une conversion de l'humanité qui sera toujours à recommencer.

Nous ne poserons pas ici la question de savoir quelles sont ses chances d'aboutir. Ce qui compte, n'est-ce pas que le projet correspond à des aspirations certaines, reconnues et proclamées de nos jours, qu'il porte en lui une logique irréfutable et qu'il trouve ses répondants ? Puisque certains pensent qu'il vaut le combat, la question n'est-elle pas surtout de savoir quels peuvent être ses points d'appui ? Nous en distinguerons deux qui nous paraissent importants dans le cadre de la présente réflexion.

1. Le rôle du Chef de l'Etat

Dans la mesure où nous adoptons effectivement une conception nouvelle du droit de tout homme de mener son destin et celui de sa communauté en participant plus directement aux décisions dans les affaires le concernant, nous aurons à prévoir la protection de ce droit pour ceux qui ne disposent pas encore des moyens culturels de la parole ni de la situation nécessaire pour la faire entendre.

C'est au Chef de l'Etat, nous semble-t-il, qu'il incombera un rôle important à cet égard. Il est appelé par sa fonction à se situer au-dessus de tous les groupes d'intérêts, à veiller aux intérêts supérieurs de la nation et, en particulier, au respect des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution. Il a pour tâche de protéger également tous les citoyens.

Une juste interprétation de son rôle dans notre démocratie moderne ne lui attribuerait-elle pas la protection spéciale des minorités sans voix qui, privées de pouvoir politique, sont dans l'incapacité d'obtenir ces moyens par eux-mêmes ? Seul le Président de la République peut assumer la responsabilité de veiller à ce qu'elles soient libérées de ce cercle vicieux. Lui seul, d'après la Constitution, **doit** le faire et il ne semble pas que l'on puisse interpréter ainsi la vocation d'aucun autre organe de l'Etat.

Certes, le Président de la République devra s'appuyer sur une instance exécutive au sein du Gouvernement. Il devra pourtant compter parmi ses prérogatives celle de la surveillance la plus directe des tâches d'un tel organe. Il doit par ailleurs disposer des moyens de détecter et de connaître à tout moment les groupes de population les plus dépourvus de culture, d'élaborer une politique et des programmes d'action aptes à leur fournir les capacités et possibilités de se défendre par eux-mêmes, et de contrôler rigoureusement aussi bien l'application que les résultats de ceux-ci. Sans ces quatre types de moyens : de détection, de connaissance, d'élaboration et de contrôle, sa protection des droits des plus démunis risquerait encore de demeurer illusoire.

En attendant que cette protection porte ses fruits, les populations du Quart Monde seront dans l'impossibilité de s'organiser de manière à faire défendre leurs intérêts par des représentants de leur choix. Parmi les prérogatives du Chef de l'Etat devrait donc figurer, finalement, celle de nommer, à titre provisoire, des représentants de la cause des minorités sans parole dans toutes les institutions de l'Etat où les citoyens sont représentés par l'intermédiaire de groupements d'intérêts autres que les partis politiques. Ce sera le cas pour le Conseil Economique et Social, pour les Commissions Consultatives au Commissariat Général au Plan, pour les divers Conseils et Commissions régissant la Sécurité sociale et l'Aide sociale, mais aussi pour tous les organes régionaux destinés à permettre une participation plus directe des citoyens à la gestion des affaires de la collectivité⁷. Le Président de la République y nommera des personnes qualifiées à la fois par leurs compétences, leur intégrité et leur solidarité avec les populations du Quart Monde. Nous insistons en particulier sur le troisième critère, celui de la

⁷ Il convient de rappeler que la régionalisation peut être aussi bien une chance nouvelle qu'une occasion d'exclusion définitive pour le Quart-Monde. Il ne recevait pas sa juste part d'une Administration centrale en principe objective et neutre. A moins d'être convenablement représenté, il aura plus de mal encore à obtenir le respect de ses droits face à des groupes d'intérêts locaux et régionaux.

solidarité. Sans elle, il n'y aurait pas de représentation, mais seulement de nouvelles formes de paternalisme.

En concevant et assumant ainsi son rôle, le Chef de l'Etat pourrait non seulement atténuer de beaucoup dans l'immédiat les conditions scandaleuses au pied de l'échelle sociale. Il contribuerait aussi à un changement des mentalités à long terme, faisant entrer progressivement dans les mœurs de la nation une conscience nouvelle, une attention particulière, des plans quinquennaux, un fonds spécial pour le rétablissement permanent de l'égalité des chances.

2. Le développement de l'initiative privée, condition première des changements de mentalité

A moins d'avoir recours à un régime totalitaire, le principal point d'appui d'un projet de civilisation demeure cependant l'initiative privée. Il s'agit de convaincre les hommes, et un idéal convaincant est d'abord un idéal pour lequel l'on donne sa vie. Certains doivent le vivre pleinement et sans retour, investissant en Quart Monde le meilleur de leur personne et de leurs compétences professionnelles. Ils lieront leurs propres prestige et carrière à la réussite ou à l'échec des populations au bas de l'échelle sociale, partageant avec elles espoirs et déceptions. Encore, une telle démarche ne devrait-elle pas demeurer individuelle. Pour avoir valeur de société future, l'engagement doit être "sociétaire", vécu et sanctionné par des groupes, par des associations, par les Eglises.

Mouvements volontaires donc, issus de l'initiative privée, mais dont les autorités au pouvoir devraient favoriser ou pour le moins, ne pas entraver le développement. Les conceptions nouvelles de l'autodétermination, du libre choix et de la participation des citoyens supposent de toutes façons que ceux-ci s'exercent bien plus qu'ils ne le font aujourd'hui aux initiatives privées de toutes sortes. Les pouvoirs publics, pour leur part, ont à repenser sérieusement le style et le contenu des relations à entretenir avec ces initiatives des simples citoyens. Mais une autre considération accroît encore l'importance du secteur privé. Les analyses faites dans de nombreux pays nous disent qu'aucune législation, aucune structure ne semble pouvoir garantir les droits des plus faibles. Tôt ou tard, les meilleures lois, les institutions les mieux structurées risquent d'être accaparées au profit des plus forts.

La meilleure chance d'un rétablissement périodique n'est-elle pas alors dans le développement d'initiatives privées pouvant contrecarrer cette tendance d'un glissement vers le haut ? Une nation qui ne s'exerce pas massivement à ce genre d'entreprises risquera l'immobilisme mais surtout l'injustice et l'exclusion des plus démunis.

Un Etat moderne qui se veut le bastion des libertés et des droits de l'homme sera obligé d'encourager les initiatives de ses citoyens au profit de groupes défavorisés, même (et parfois surtout) si elles contrarient les routines de son Administration. Il doit veiller à ce que l'Administration n'abuse pas de son pouvoir en cherchant à mettre à son service des organisations privées qui risqueraient de la gêner en assumant une vocation plus indépendante ; veiller aussi à ce qu'elle n'accapare pas trop tôt des expériences privées qui ont besoin d'un temps suffisant d'expérimentation libre. En aucun cas il ne combattrait des efforts sérieux en faveur des plus pauvres pour la seule raison qu'ils bousculent ses habitudes.

Autant les organisations privées doivent avoir pour but d'innover, puis de passer à la collectivité leurs découvertes et réalisations, autant les pouvoirs publics doivent avoir à cœur de les protéger et de les soutenir dans leur vocation novatrice et de remise en question⁸. Sans doute y a-t-il là une réflexion lucide à faire de part et d'autre, afin qu'autorités publiques et initiative privée assument plus qu'avant les rôles et créent entre elles les rapports convenant à une société participante.

Les mouvements volontaires ainsi repensés et soutenus, pour convaincre, doivent en plus laisser une large place à des collaborations de toutes sortes de la part de citoyens moins engagés. L'information la plus efficace sur les problèmes de l'inégalité passe par une expérience personnelle permettant de toucher du doigt les difficultés. Tout citoyen peut prendre part à une telle action, selon les possibilités que lui offrent son statut familial et social, ses occupations professionnelles, son appartenance syndicale, politique ou religieuse. Le Quart Monde n'est jamais loin, il se trouve au seuil de notre porte dans toutes nos villes, dans toutes nos campagnes. Tout citoyen, tout groupe d'intérêts peut dès maintenant être encouragé à se familiariser avec ses problèmes et à les introduire dans son champ d'action. Offrir à tous la possibilité d'une expérience personnelle de l'injustice et l'occasion de contribuer au combat en payant de sa personne, est, nous semble-t-il, le meilleur moyen de transformer progressivement nos manières de penser et d'agir⁹.

Plus l'Etat aura un préjugé favorable et laissera le champ libre à ce genre d'expériences, plus les changements de structures et les choix en faveur des plus démunis auront de chances de trouver adhésion dans la nation.

3. Un volontariat pour entraîner le Quart Monde¹⁰

L'initiative privée et le volontariat nous paraissent indispensables pour une autre raison. Car il s'agit d'obtenir également et en tout premier lieu l'adhésion et la collaboration des populations

⁸ On peut s'étonner à cet égard de certaines déclarations officielles, faites dans le cadre des travaux préparatoires au VI^e Plan, tendant à éliminer l'initiative privée du domaine de l'action sociale, ceci sous prétexte qu'elle serait dispersée et inefficace. Certaines analyses semblent ainsi nous conduire à reculer vers un passé centralisateur plutôt que de nous aider à progresser vers l'avenir d'une société participante. L'étude d'une évolution contraire dans grand nombre de pays voisins pourrait peut-être nous éclairer à ce sujet.

⁹ Le Mouvement Aide à Toute Détresse - Science et Service est fondé sur un volontariat d'équipes spécialisées, solidaires du Quart-Monde et partageant ses conditions de vie dans les cités d'urgence et bidonvilles. Il réserve cependant une place importante à la collaboration de personnes moins engagées, ressortissantes de tous les milieux, de toute appartenance politique et religieuse. Pères de famille, écoliers et personnes âgées, fonctionnaires, ouvriers et membres de professions libérales, membres de tous les partis politiques aussi, contribuent selon leurs possibilités à l'action directe sur le terrain, à l'information, à la formation des équipes spécialisées ou à l'administration du Mouvement. Cette évolution (fondé en 1957, le Mouvement compte aujourd'hui en France environ trente mille adhérents dont quelque six mille membres actifs) nous fait penser que les entreprises privées extrêmement difficiles n'effrayent nullement les Français. Elles devraient pouvoir se multiplier et faire éclater bien des situations qui font obstacle à l'égalisation des chances.

¹⁰ Pour le développement culturel du Quart-Monde, voir aussi Joseph Wresinski, "*Quart Monde et action communautaire*", communication au séminaire sur les Familles Socialement Défavorisées, organisé par l'ON U à Macolin (Suisse), en août 1970, ronéo Institut de Recherche et de Formation aux Relations Humaines, 1970.

au bas de l'échelle sociale. Nous savons désormais que celles-ci ont peu de raisons d'avoir confiance en nos projets, peu de moyens aussi de saisir l'intérêt de ce que nous leur proposerons. L'expérience démontre qu'elles ne croient pas facilement dans la sincérité, moins encore dans la durée de nos efforts, et pour cause ! Elles ont été trop longtemps livrées à l'ignorance aussi, pour ne pas se méfier des connaissances d'autrui. Privées de culture, elles ne peuvent pas comprendre nos projets à long terme et lassées d'une trop longue insécurité, elles hésitent d'autant plus à se lancer dans de nouvelles aventures.

Il a été souvent reproché à ces familles de mal réagir aux quelques moyens qui leur sont offerts. Il est vrai qu'elles ne se rallient pas facilement même aux projets les mieux intentionnés. Pour secouer l'apathie et vaincre le défaitisme transmis de père en fils, pour balayer les effets annihilants de l'échec et de l'humiliation, il faudrait un appel enthousiasmant, une cause qui dépasse et grandisse les personnes, un mouvement qui soulève les hommes en les faisant sortir d'eux-mêmes. Les masses laborieuses du passé ont été galvanisées par un idéal à défendre. En quoi nos quelques modestes et prudents efforts en faveur du Quart Monde ont-ils été à la hauteur d'une telle exigence ? Nous avons sous-estimé le problème des motivations, pensant pousser des hommes à changer de condition par de sages raisonnements, quand il eût fallu de folles audaces ; par de petits projets parcellaires, quand il eût fallu un projet englobant l'avenir tout entier. Tel petit effort, disions-nous, apportera telle petite amélioration, et nous avons voulu faire de ces hommes et de ces femmes adultes d'éternels élèves devant apprendre à vivre. "Il faut les éduquer", est la consigne, encore aujourd'hui. Cela est peut-être vrai, si notre objectif est de les faire s'accommoder de façon plus rationnelle de leur humble état. Mais il faut autre chose, un idéal qui dépasse de beaucoup les routines de la vie quotidienne, si nous voulons arracher définitivement ces familles aux zones grises où elles sont enfermées. Pour en sortir, il leur faut faire un effort immense. Elles ne le fourniront pas, si un idéal ne vient pas sous-tendre les énergies et éclairer les objectifs immédiats.

Il ne faudrait donc pas se dissimuler une fois de plus les exigences réelles. L'école la plus adaptée, les ateliers les plus spécialisés, l'habitat le plus soigneusement étudié, changeront peu de choses à la condition sous-prolétarienne, si des hommes n'acceptent pas de s'investir eux-mêmes, de marcher avec ces hommes amputés et rétrécis, de partager leurs conditions de vie.

Ce partage est la condition première de la transmission d'une culture. Il permet le rapprochement, l'apprentissage du langage et de la logique propres au Quart Monde, la communication authentique. D'après notre expérience, il est le seul moyen de convaincre les familles de notre solidarité, le seul moyen aussi de devenir des modèles pour le milieu, d'introduire en lui des valeurs nouvelles, des expériences de vie inconnues, un savoir nouveau. En effet, n'est pas modèle qui veut.

Les habitants du Quart Monde, comme tous les hommes, suivent l'exemple de personnes qui comptent dans leur vie et qui leur sont assez proches pour ne pas paraître comme des privilégiés auxquels les choses réussissent sans effort.

Les changements de structures ne seront efficaces que si l'initiative privée, les associations, les Eglises fournissent ces hommes engagés qui se fassent les canaux de transmission des idéaux et des projets d'une société nouvelle.

VII - LES COMPTES A RENDRE

Une dernière réflexion s'impose, si nous voulons tirer la leçon des expériences passées.

Dans les années d'après-guerre, nous avons vécu une euphorie quelque peu prématurée, pensant que grâce à notre législation fiscale et sociale, nous étions en voie d'éliminer la pauvreté de nos sociétés de bien-être. Ceux qui cherchaient à signaler les inégalités qui persistaient, non pas **malgré** mais **à cause** de la nature de nos structures et systèmes, passaient pour des retardataires. Des centaines de milliers de personnes vivant dans des conditions sous-humaines furent montrées du doigt comme coupables ou pour le moins "déviantes" : si l'on vivait dans la misère, c'était qu'on le voulait bien ou qu'on souffrait de carences personnelles.

C'était l'époque où furent inventés les termes "*familles-problèmes*", "*familles lourdes*" ou encore "*inadaptées*", auxquelles il fallait d'ailleurs dispenser un "*traitement médico-social*". Celui-ci fut imaginé et appliqué dans certains cas, sans contrôle objectif d'ailleurs, et sans que les réussites et les échecs ne fussent mesurés ni analysés. Nous avons dit ce qu'il en fut de l'évaluation du nombre de ces familles. Les chiffres avancés ne reposaient sur aucune recherche tant soit peu rigoureuse.

Pourtant, qui a élevé la voix contre ces estimations dérisoires concernant un problème aussi grave ? Dans les travaux préparatoires au VI^e Plan, on nous les représente encore, et cela sans même prévoir une vérification sérieuse. Tout cela demeurera possible, tant que nous n'aurons pas appris la nécessité de contrôler nos dires et nos démarches quand ils concernent le bien-être des hommes et la justice sociale. Convaincus de la qualité égalitaire de la plupart de nos institutions, nous avons omis de mettre en place les moyens du contrôle de leur fonctionnement et de l'évaluation permanente de leurs effets. L'idée que notre législation pouvait être mal pensée au départ ou mal appliquée par la suite, qu'il pouvait y avoir des victimes et que nous étions redevables de leur nombre comme de leurs souffrances, n'a pas pu se faire valoir ¹¹.

Cette expérience n'aura pas été vaine si, des découvertes troublantes qui ne cessent de se multiplier dans toutes les sociétés riches, nous tirons aujourd'hui la leçon. Le contrôle et l'évaluation, de toute évidence, doivent désormais faire partie de l'infrastructure de tous nos systèmes. L'application de toute législation, le fonctionnement de toute institution, leurs effets sur l'égalité des chances doivent être constamment surveillés, le nombre des défavorisés sans cesse évalué.

Cela devra être le cas notamment pour toute nouvelle structure élaborée en faveur du Quart Monde. Nous n'avons pas le droit de répéter les erreurs commises aux Etats-Unis (comme dans la plupart des pays en voie de développement), où la lutte contre la pauvreté a pu se résumer dans une vaste opération d'écramage, menée d'ailleurs de façon désordonnée, diminuant sans doute quelque peu le nombre des pauvres mais creusant de nouveaux abîmes

¹¹ Que dire du fait que nous sommes incapables, à ce jour, de vérifier de manière exacte et détaillée dans quelle mesure notre système fiscal opère effectivement un transfert et une égalisation des revenus ? Les quelques analyses tentées à cet égard sont incomplètes et de valeur scientifique modeste. Elles ne sont d'ailleurs pas soumises à l'opinion publique qui, pour sa part, ne les réclame même pas.

et aggravant singulièrement la situation de ceux qui demeurent en dessous du minimum vital. Cela ne devrait pas pouvoir se reproduire chez nous sans même que le pays ne puisse s'informer convenablement sur les résultats des mesures financées par les deniers des citoyens et sans que ceux-ci n'exigent une telle information.

Sur ce point comme sur tant d'autres, une société nouvelle, où l'homme sera maître de son bien-être et de celui de sa communauté, exige une morale nouvelle. Celle-ci exigera, à son tour, de nouvelles connaissances. Dans l'état actuel des choses, les sciences humaines et sociales sont mal armées pour nous aider à appliquer une éthique de ce genre. Il nous manque la méthodologie permettant de formuler correctement nos objectifs à long et à court terme, de définir nos moyens et méthodes ainsi que les critères de notre évaluation. Celle-ci pose par ailleurs des problèmes compliqués et nous ne savons pas comment introduire dès le départ dans nos programmes les moyens du contrôle et de la mesure. Nos premiers balbutiements dans le domaine des indicateurs sociaux ne sont-ils pas significatifs du retard des sciences sociales en tant que support du développement socio-culturel en général ?

Le fait que les sciences sociales sont jeunes, qu'elles manquent encore d'assise et de maturité, devrait peut-être nous inspirer plus de circonspection que nous n'en avons eu ces temps-ci. Une certaine éthique, qui cadre peut-être avec la mentalité de notre époque, a voulu que les recherches sociales appliquées aux problèmes concrets de la pauvreté de notre temps soient encore peu cotées et pauvrement développées. Il faut espérer qu'à l'heure du souci des structures et de la participation, l'Université elle aussi contribuera au changement des mentalités. Il lui appartient de développer une conception plus adéquate des sciences sociales au service de l'homme, et de mettre à l'honneur les efforts d'enrichir la théorie scientifique par la recherche appliquée aux problèmes fondamentaux que les hommes ont à résoudre aujourd'hui.

POUR CONCLURE

Le problème des populations les plus démunies de la société industrielle nous amène à nous poser les questions de fond sur ses structures et sa manière de partager sa culture. Ces questions nous renvoient à un problème de civilisation. C'est notre conception de l'homme et de l'égalité des hommes qui est en cause.

Nous pouvons refuser de concevoir cette égalité autrement que par le passé. Alors tous nos projets et nos plans ne seront que des variations sur un même thème inégalitaire. Nous organiserons nos inégalités un peu différemment, de manière toujours plus subtile peut-être, mais elles demeureront foncièrement les mêmes. Et au bas de l'échelle sociale, au bout de nos structures et systèmes, une partie de la population demeurera exclue.

Si toutefois notre ambition était, comme nous le disons aujourd'hui, de créer une société nouvelle, où les hommes trouveraient des chances sans cesse ré-égalisées de participer activement à la vie de la nation, il faudrait en définir le prix plus lucidement que nous ne l'avons fait à ce jour. Celui-ci comporte non pas un perfectionnement des structures actuelles, mais leur transformation profonde et, au-delà, la transformation des mentalités, de la culture dont elles sont l'expression.

Car la société participante et égalitaire ne peut reposer que sur le principe du privilège des faibles. Seront nécessairement les premiers privilégiés ceux qui, aujourd'hui les derniers sur l'échelle sociale, forment le Quart Monde de toutes les sociétés riches. Nous pouvons refuser ce principe, nous ne pouvons pas en nier la logique.

Nous sommes libres de continuer à répartir les biens de la nation et, en particulier, les moyens de la participation selon l'avoir et le pouvoir actuels des citoyens. Dans ce cas, nous ne prétendons pas promouvoir une société aux chances égales. Si, par contre, nous voulons une société de cette qualité-là, la promotion culturelle du Quart Monde sera le paramètre le plus sûr de l'authenticité de nos efforts.

Joseph Wresinski